rompre le peuple. Mais les bons citoyens ont dénoncé cette tentative, et des mesures ont été prises pour saisir au moins douze millions de l'or républicain. Vous aurez des armes. Vive la Commune !

Les femmes se sont retirées en vociférant : « Mort aux traitres ! »

La démolition de l'hôtel de M. Thiers a commencé samedi.

Le Journal Officiel dit que le linge du chef du ponton exécutif sera converti en bandages et en charpie pour ceux qui ont été blessés par ses obus.

Un délégué de la Commune a été blessé dangereusement, à la porte de Cluchy, par un éclat d'obus.

Les batteries Montmartre ont été armées de cinquante canons et mitrailleuses.

Le citoyen Gournet a donné sa démission de préfet de police. Il a été remplacé par le citoyen Ferré, le factotum de Raoul Rigault.

Schœlcher a été relâché samedi, après quarante-huit heures d'emprisonnement.

Le Journal Officiel se vend maintenant à cinq centimes.

Le fort de Vanves est tombé au pouvoir de Versailles. Samedi, le commandant du fort écrit à Dombrowski pour lui demander des renforts en toute hâte. Les hommes, disait-il, se mataient et ne voulaient plus se battre ; ils l'avaient déjà menacé de le fusiller, etc.

Le porteur de cet important message fut fait prisonnier par les Versailles, et le secret de la faiblesse du fort fut ainsi révélé.

Hier, le fort a été évacué, et les Versailles n'ont eu qu'à en prendre possession, sans brûler une cartouche. Le drapeau tricolore flotte sur les bastions.

La prise de Vanves est un grand pas vers l'attaque générale de Paris.

Hier, le 208^e bataillon s'est installé dans le fort de Vincennes. Il y a eu une manifestation de la part des amis de l'ordre, mais la population s'est ralliée à la Commune, et le drapeau rouge a été maintenu.

Pendant la nuit, le village d'Issy a été abandonné ; une grande partie de l'artillerie a été envoyée, et les canons restants ont été encloués.

L'occupation d'Issy place les Versailles à dix minutes des remparts, qui ne pourront tenir longtemps contre le feu des canons de gros calibre.

Hier, un obus du poids de 74 kilogrammes est tombé sur un des bastions, tuant trois hommes et en blessant cinq autres.

La perte d'Issy est attribuée à l'absence de Brunel. Son successeur Daviot doit être traduit devant un conseil de guerre.

Dombrowski avait ordonné une sortie contre le château de la Muette, l'avant-dernière nuit, mais ses ordres n'ont pas été exécutés. Les officiers d'un des bataillons convoqués refusèrent de marcher, et la sortie n'eut pas lieu.

Dans un ordre du jour publié hier, Dombrowski dit que tous les officiers qui refuseront d'obéir à leurs supérieurs, seront traduits devant un conseil de guerre et fusillés.

La station d'Asnières a été incendiée par les obus des insurgés.

Samedi soir, les Versailles ont ouvert un feu violent contre les remparts. Une batterie a été démasquée soudainement contre les canonniers du Point du Jour. Après un terrible duel d'artillerie, les canonniers ont été obligés de se retirer. Une d'elles a été coulé. Son équipage a été sauvé.

Les batteries des buttes Montmartre ont commencé à tirer hier matin. La plupart des projectiles sont tombés à cou ; ils atteignaient à peine le village Levallois.

Le bruit court que Rossel s'est réfugié en Belgique.

Les troupes du gouvernement, campées dans le bois de Boulogne, s'approchent de plus en plus de la capitale.

L'action décisive ne peut plus tarder.

Les obus ont recommencé à tomber aux Batignolles. Plusieurs projectiles, lancés par les batteries du château de Bécon, sont venus s'écraser sur la chaussée de l'avenue de Cligny, à la hauteur de la station des omnibus de l'Odéon.

Les obus qui tombent incessamment sur Auteuil, y ont amené, hier, plusieurs incendies. Deux charmantes villas, situées dans le parc de Montmorency, ont brûlé, sans qu'il ait été possible de les secourir, et elles n'ont pas été les seules.

Une compagnie de citoyennes volontaires doit être immédiatement organisée ; elle marchera à l'ennemi pour stimuler le courage des gardes nationaux.

Ceux qui feront preuve de lâcheté ou qui abandonneront leur poste, seront publiquement désarmés par les citoyennes volontaires, et passés par les armes.

Six canonnières, appartenant aux Versailles, sont arrivées à Sèvres.

L'EXPÉDITION DES LETTRES A PARIS.

Nous lisons dans le Rappel : Ayant une lettre à adresser à un de nos amis qui n'est pas en France, nous sommes allé à une des agences qui ont des affiches sur les murs.

L'employé à qui nous avons présenté notre lettre nous a dit : — Elle est cachetée ? Nous ne prenons que des lettres ouvertes.

Notre lettre ne renfermant aucun mystère qui redoutât la publicité, nous avons rompu le cachet et nous l'avons présentée à l'employé qui était debout près du guichet.

Car il y avait là un garde national. Il y en avait même deux. Nous avions cru d'abord que c'étaient des citoyens comme nous

qui venaient apporter leurs lettres à l'agence. Pas du tout : C'étaient deux préposés de la Commune qui étaient là pour les lettres des autres.

Un de ces gardes nationaux, — d'âge à être sédentaire et d'ailleurs, d'une bonne figure, — s'est mis à lire notre lettre tout haut, et nous a fait rougir en public de notre écriture, car les phrases qu'il a lues n'avaient que les notes qu'une parenté du quatorzième degré. Il a daigné lui-même reconnaître l'in vraisemblance de quelques expressions et s'est justifié d'écorcher la lettre en disant que ce n'était pas lui qui l'avait écrite.

Quand il ou a mis ainsi le public, — qui était nombreux, — dans le secret de nos affaires de famille (et si c'avait été une lettre d'amour !) l'employé lui a demandé humblement : — Pouvez-vous expédier ?

Le sédentaire à qui la Commune avait remis hier les destinées des correspondances a semblé réfléchir un instant et puis il a dit : — Oui.

L'employé a pris notre lettre, puis (sans consulter le garde national) notre argent, — et n'a plus besoin maintenant que de l'autorisation du gouvernement de Versailles.

Et ce qu'il nous inspire, c'est de dire au gouvernement de Versailles, au gouvernement de Paris et à tous les gouvernements qui lisent les lettres : — Innocents !

Car, ô gouvernement, de partout, il faut une certaine candeur pour croire que ceux qui ont des secrets à écrire, vont porter leurs lettres aux agences !

OU LIT DANS L'UNIVERS :

Le 16 juin prochain, Sa Sainteté le Pape Pie IX, entre dans la 26^e année de son pontificat, qui sera ainsi le plus long et l'un des plus glorieux de l'histoire.

Toutes les nations catholiques ont le dessein d'envoyer des députations à Rome, pour y porter leurs vœux à leur Père et Pontife que ce témoignage de respect et d'amour consolera de ses douleurs. Des catholiques français ont pensé que la France ne pouvait pas, malgré les malheurs qui l'accablent, ne pas s'associer à ce grand acte. Ils ont donc rédigé une adresse qu'ils voudraient porter à Rome, couverte de plusieurs centaines de mille de signatures.

Voici le texte de cette adresse que nous recommandons à nos amis et les priant de recueillir des adhésions :

ADRESSE DES CATHOLIQUES FRANÇAIS
Qui sera présentée à Sa Sainteté le Pape Pie IX, le 16 juin prochain, 25^e anniversaire de son élévation au trône pontifical.

TRÈS-SAINTE PÈRE,
En ce jour où l'Eglise célèbre l'accomplissement de la 25^e année de votre glorieux pontificat, qui dépasse en durée et égale en douleurs le pontificat de saint Pierre, les peuples catholiques s'empressent d'envoyer des députations au pied de ce trône, d'autant plus vénéré par nous qu'il est plus ouragé par les ennemis de Dieu et de son Christ.

La France, quoique saignante encore des blessures qui ont atteint tous ses membres, pouvait-elle laisser sa place vide au milieu des autres nations ? La fille aînée de l'Eglise devait se trouver avec ses sœurs au pied de ce Calvaire du Vatican, qui n'est pas loin du Calvaire du Janicule. La France a donc chargé plusieurs de ses enfants de présenter à Votre Sainteté ses vœux, son repentir et ses espérances. Son gouvernement l'a fait manquer à la mission que Dieu lui avait donnée depuis Charlemagne ; il en a été puni avec elle, et pour avoir partagé les états pontificaux, notre malheureuse patrie a été partagée elle-même.

La France avait remis, il y a vingt ans, Votre Sainteté sur son trône, et elle était fière de veiller à sa défense, la main appuyée sur son épée. On lui a fait désertir ce poste d'honneur. Nos désastres ont commencé le jour de l'abandon de Rome, et ils ne toucheront à leur fin que le jour où nous reprendrons la garde du Saint-Siège.

Vous le savez, Très-Saint-Père, les catholiques français se sont toujours séparés de leur Gouvernement, dès qu'il s'est agi de vous défendre. Ils ont protesté contre les ingratitudes et les trahisons dont vous avez été la victime, comme ils protestent aujourd'hui contre les outrages qui ont été commis à Rome, à Florence, à Paris envers Dieu et son Eglise. Ils vous ont suivi à toutes les stations de votre voie douloureuse, ils ont cherché à soutenir votre cause par leurs offrandes, leur parole, leurs écrits et l'effusion de leur sang. Ils ont contribué à vous former une armée, et, par une récompense providentielle, ce sont vos propres soldats qui ont été les plus intrépides défenseurs du sol de notre patrie.

Il y a quelques mois, la France catholique faisait un grand acte de foi au dogme de l'infalibilité pontificale. Il semblait qu'en appelant de ses vœux cette définition solennelle, elle pressentait que chez elle toute autorité allait périr et vouloir s'attacher plus fermement au rocher, au milieu de la tempête. Elle espère que la mystérieuse coïncidence de ses malheurs avec les malheurs de la Papauté est une preuve que Dieu ne l'a pas rejetée et lui conserve pour l'avenir son antique droit d'aînesse.

Nagère, votre bouche auguste daignait dire que vous comptez toujours sur la France. Nous osons vous demander, Très-Saint-Père, de vouloir bien nous renouveler ce témoignage de confiance, et cette parole de vie, prononcée par le Vicaire de Celui qui tendit la main à la fille de Jafre, sera pour notre patrie le gage du salut et de la résurrection.

L'Assemblée vient de faire un acte de haute politique en faisant violemment son premier acte de foi. La proposition de demander des prières publiques a

été déposée par M. de Cazeau, le glorieux mutilé qui s'est battu si héroïquement pour la France, après avoir non moins courageusement défendu la cause immortelle de l'Eglise dans l'armée pontificale.

L'Assemblée a applaudi et la gauche s'est honorée à quelques murmures. Mais, plus tard, M. le général du Temple étant venu réparer un oubli des signataires, a demandé l'urgence. M. Langlois a cru devoir protester.

« Savez-vous, disait le général du Temple, ce que proclament les livres d'enseignement des autres peuples en parlant de nous. Ils nous appellent la nation impie ! Eh bien, il faut nous laver de cette flétrissure et supprimer cette cause de noschâtiments... » M. Langlois et quelques autres députés de la gauche essayèrent de protester encore, mais la Chambre indignée se leva d'un seul mouvement et l'urgence fut votée à une immense majorité.

Nous le répétons. Cet acte honore l'Assemblée ? H lui rend sa vraie force, en réparant noblement une trop longue négligence et un trop long oubli. (Univers)

TEXTE DU TRAITÉ DE PAIX.

Communiqué à l'Assemblée nationale par M. J. Favre.

Art 1^{er}. — La distance de la ville de Belfort à la ligne des frontières telle qu'elle a été d'abord proposée lors des négociations de Versailles, et telle qu'elle se trouve marquée sur la carte annexée à l'instrument ratifié du traité des préliminaires du 26 février, est considérée comme indiquant la mesure du rayon qui, en vertu de la clause y relative du 1^{er} article des préliminaires, doit rester à la France avec la ville et les fortifications de Belfort.

Le Gouvernement allemand est disposé à élargir ce rayon de manière qu'il comprenne les cantons de Belfort, de Delie et de Giromagny, ainsi que la partie occidentale du canton de Fontaine, à l'Ouest d'une ligne à tracer du point où le canal du Rhône au Rhin sort du canton de Delie au sud de Montreux-le-Château jusqu'à la limite nord du canton entre Bourg et Félon où cette ligne joindrait la limite est du canton de Giromagny.

Le Gouvernement allemand, toutefois, ne cédera les territoires sus-indiqués qu'à la condition que la République française, de son côté, consentira à une rectification de frontières le long des limites occidentales des cantons de Catenon et de Thi-nville qui resteront à l'Allemagne le terrain à l'est d'une ligne partant de la frontière du Luxembourg entre Hussigny et Reduign, laissant à la France les villages de Thil et de Villerozt, se prolongant entre Erroville et Ametz, entre Beuvillers et Bagnance, entre Brioux et Lomaring, et joignant l'ancienne ligne frontière entre Avril et Moyenneve.

La Commission internationale dont il est question dans l'art. 1^{er} des préliminaires se rendra sur le terrain immédiatement après l'échange des ratifications du présent traité pour exécuter les travaux qui lui incombent, et pour faire le tracé de la nouvelle frontière, conformément aux dispositions précédentes.

Art. 2. — Les sujets français, originaires des territoires cédés, domiciliés actuellement sur ce territoire, qui entendent conserver la nationalité française, jouiront, jusqu'au 1^{er} octobre 1872, et moyennant une déclaration préalable faite à l'autorité compétente, de la faculté de transporter leur domicile en France et de s'y fixer, sans que ce droit puisse être altéré par les lois sur le service militaire, auquel cas la qualité de citoyen français leur sera maintenue.

Ils seront libres de conserver leurs immeubles situés sur le territoire réuni à l'Allemagne.

Aucun habitant des territoires cédés ne pourra être poursuivi, inquiété ou recherché, dans sa personne ou dans ses biens, à raison de ses actes politiques ou militaires pendant la guerre.

Art. 3. — Le Gouvernement français remettra au Gouvernement allemand les archives, documents et registres concernant l'administration civile, militaire ou judiciaire des territoires cédés. Si quelques-uns de ces titres avaient été déplacés, ils seront restitués par le Gouvernement français sur la demande du Gouvernement allemand.

Art. 4. — Le Gouvernement français remettra au Gouvernement de l'empire d'Allemagne, dans le terme de six mois, à dater de l'échange des ratifications de ce traité : 1^o Le montant des sommes déposées par les départements, les communes et les établissements publics des territoires cédés. 2^o Le montant des primes d' enrôlement et de remplacement appartenant aux militaires et marins originaires des territoires cédés qui auront opté pour la nationalité allemande ; 3^o Le montant des cantonnements des comptables de l'Etat ; 4^o Le montant des sommes versées pour consignations judiciaires, par suite de mesures prises par les autorités administratives ou judiciaires dans les territoires cédés.

Art. 5. — Les deux nations jouiront d'un traitement égal en ce qui concerne la navigation sur la Moselle, le canal de la Marne au Rhin, le canal du Rhône au Rhin le canal de la Sarre et les eaux navigables communiquant avec ces voies de navigation. Le droit de flottage sera maintenu.

Art. 6. — Les hautes parties contractantes étant d'avis que les circonscriptions diocésaines des territoires cédés à l'empire allemand doivent coïncider avec la nouvelle frontière déterminée par l'art. 1^{er} ci-dessus, se concerteront après la ratification du présent traité, sans retard, sur les mesures à prendre à cet effet.

Les communautés appartenant, soit à l'église réformée, soit à la confession d'Angsbourg, établies sur les territoires cédés par la France, cesseront de relever de l'autorité ecclésiastique française. Les communautés

de l'église de la confession d'Angsbourg établies dans les territoires français, cesseront de relever du consistoire supérieur et du directeur siégeant à Strasbourg. Les communautés israélites des territoires situés à l'Est de la nouvelle frontière, cesseront de dépendre du consistoire central israélite siégeant à Paris.

Art. 7. Le paiement de 500,000,000 aura lieu dans les trente jours qui suivront le rétablissement de l'autorité du Gouvernement français dans la ville de Paris. Un milliard sera payé dans le courant de l'année et un demi milliard au 1^{er} mai 1872. Les trois derniers milliards resteront payables au 2 mars 1874, ainsi qu'il a été stipulé par le traité de paix préliminaire. A partir du 2 mars de l'année courante, les intérêts de ces trois milliards de francs seront payés chaque année, le 3 mars, à raison de 5 %, par an.

Toute somme payée en avance sur les trois derniers milliards cessera de porter des intérêts à partir du jour du paiement effectué. Tous les paiements ne pourront être faits que dans les principales villes de commerce de l'Allemagne et seront effectués en métal, or ou argent, en billets de la banque d'Angleterre, billet de la banque de Prusse, billets de la banque royale des Pays-Bas, billets de la banque nationale de Belgique, en billets à ordre ou en lettres de change négociables de premier ordre, valeur comptant.

Le Gouvernement allemand ayant fixé en France la valeur du thaler prussien à 3 fr. 75 cent., le Gouvernement français accepte la conversion des monnaies des deux pays au taux ci-dessus indiqué. Le Gouvernement français informera le Gouvernement allemand 3 mois d'avance de tout paiement qu'il compte faire aux caisses de l'empire allemand.

Après le paiement du demi-milliard et la ratification du traité de paix définitif, les départements de la Somme, de la Seine-inférieure et de l'Eure seront évacués en tout qu'ils se trouveront encore occupés par les troupes allemandes. L'évacuation des départements de l'Oise, de Seine et Oise, de Seine et Marne et de la Seine, ainsi que celle des forts de Paris, aura lieu aussitôt que le gouvernement allemand jugera le rétablissement de l'ordre, tant en France que dans Paris, suffisant pour assurer l'exécution des engagements contractés par la France. Dans tous les cas, cette évacuation aura lieu lors du paiement du troisième demi-milliard. Les troupes allemandes, dans l'intérêt de leur sécurité, auront la disposition de la zone neutre située entre la ligne de démarcation allemande et l'enceinte de Paris, sur la rive droite de la Seine.

Les stipulations du traité du 26 février, relatives à l'occupation des territoires français après le paiement des deux milliards, resteront en vigueur. Aucune des réductions que le gouvernement français serait en droit de faire ne pourra être exercée sur le paiement des cinq cents premiers millions.

Art. 8. — Les troupes allemandes continueront à s'abstenir des réquisitions en nature et en argent dans les territoires occupés ; cette obligation de leur part étant correlative aux obligations contractées pour leur entretien par le Gouvernement français, dans le cas où, malgré les réclamations répétées du gouvernement allemand, le gouvernement français serait en retard d'exécuter les dites obligations, les troupes allemandes auront le droit de se procurer ce qui sera nécessaire à leurs besoins, en levant des impôts et des réquisitions dans les départements occupés, et même en dehors de ceux-ci, si leurs ressources n'étaient pas suffisantes. Relativement à l'alimentation des troupes allemandes, le régime actuellement en vigueur sera maintenu jusqu'à l'évacuation des forts de Paris.

En vertu de la convention de Ferrières du 11 mars 1871, les réductions indiquées par cette convention seront mises à exécution après l'évacuation des forts.

Dès que l'effectif de l'armée allemande sera réduit au-dessous du chiffre de 500,000 hommes, il sera tenu compte des réductions opérées au-dessous de ce chiffre pour établir une diminution proportionnelle dans le prix d'entretien des troupes payées par le gouvernement français.

Art. 9. — Le traitement exceptionnel accordé maintenant aux produits de l'industrie des territoires cédés pour l'importation en France sera maintenu pour un espace de temps de six mois, depuis le 18 mars dans les conditions faites avec les délégués de l'Alsace.

Art. 10. — Le gouvernement allemand continuera à faire rentrer les prisonniers de guerre, en s'entendant avec le gouvernement français. Le gouvernement français renverra dans leurs foyers ceux de ces prisonniers qui sont libéraux. Quant à ceux qui n'ont point achevé leur temps de service, ils se retireront derrière la Loire. Il est entendu que l'armée de Paris et de Versailles, après le rétablissement de l'autorité du gouvernement français à Paris et jusqu'à l'évacuation des forts par les troupes allemandes, n'excèdera pas 80,000 hommes jusqu'à cette évacuation, le gouvernement français ne pourra faire aucune concentration sur la rive droite de la Loire, mais il pourra aux garnisons régulières des villes placées dans cette zone, suivant les nécessités du maintien de l'ordre et de la paix publique.

Au fur et à mesure que s'opérera l'évacuation, les chefs de corps conviendront ensemble d'une zone neutre entre les armées des deux nations.

Vingt mille prisonniers seront dirigés immédiatement sur Lyon, à la condition qu'ils seront expédiés immédiatement en Algérie, après leur organisation, pour être employés dans cette colonie.

Art. 11. Les traités de commerce avec les différents Etats de l'Allemagne ayant été annulés par la guerre, le gouvernement français et le gouvernement allemand prendront pour base de leurs relations commerciales le régime de traitement réciproque sur le pied de la nation la plus favorisée. Sont compris dans cette règle les droits d'entrée et de sortie, le transit, les formalités douanières, l'admission et le traitement des sujets des deux nations, ainsi que de leurs agents. Toutefois, seront exceptées de la règle susdite les lois sur l'une des parties contractantes, par des traités de commerce, à ac-

cordés ou accordés à des nations autres que ceux qui suivent : l'Angleterre, la Belgique, les Pays-Bas, la Suisse, l'Autriche, la Prusse. Les traités de navigation ainsi que la convention relative au service international des chemins de fer dans ses rapports avec la douane et la convention pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres d'art et d'art seront remis en vigueur.

Néanmoins, le gouvernement français se réserve la faculté d'établir sur les navires allemands et leur cargaison des droits de tonnage et de pavillon, sous la réserve que ces droits ne soient pas plus élevés que ceux qui grèveront les bâtiments et les cargaisons des nations sus-mentionnées.

Art. 12. Tous les Allemands expulsés conserveront la jouissance pleine et entière de tous les biens qu'ils ont acquis en France. Ceux des Allemands qui auraient obtenu l'autorisation exigée par les lois françaises pour fixer leur domicile en France, seront réintégrés dans tous leurs droits et peuvent en conséquence établir leur domicile sur le territoire français.

Le délai stipulé par les lois françaises pour obtenir la naturalisation sera considéré comme n'étant pas interrompu par le temps de guerre pour les personnes qui profiteront de la faculté ci-dessus mentionnée de revenir en France dans un délai de six mois, après l'échange des ratifications de ce traité et il sera tenu compte du temps écoulé entre leur expulsion et leur retour sur le territoire français, comme s'ils n'avaient jamais cessé de résider en France.

Les conditions ci-dessus seront appliquées en parfaite réciprocité aux sujets français résidant ou désirant résider en Allemagne.

Art. 13. Les bâtiments allemands qui étaient condamnés par des conseils de prises avant le 2 mars 1871, seront considérés comme condamnés définitivement.

Ceux qui n'auraient pas été condamnés à la date sus-indiquée seront rendus avec la cargaison autant qu'elle existe encore. Si la restitution des bâtiments et de la cargaison n'est plus possible, leur valeur, fixée d'après le prix de la vente, sera rendue à leurs propriétaires.

Chaque des deux parties contractantes continuera sur son territoire les travaux entrepris pour la canalisation de la Moselle. Les intérêts communs des parties séparées des deux départements de la Meurthe et de la Moselle seront liquidés.

Art. 14. — Les hautes parties contractantes s'engagent mutuellement à s'abstenir de mesures respectives qui pourraient porter préjudice à l'adoption en faveur de l'un de leurs nationaux qui, par suite des événements de la guerre, auraient été mis dans l'impossibilité d'arriver en temps utile à la sauvegarde ou à la conservation de leurs droits.

Art. 15. — Les deux gouvernements français et allemand, s'engageant réciproquement à faire respecter et entretenir les tombes des soldats ensevelis sur leurs territoires respectifs.

Art. 16. — Le règlement des points contestés sur lesquels un accord doit être établi, en conséquence de ce traité, de ce traité préliminaire, sera l'objet de négociations ultérieures qui auront lieu à Francfort.

Art. 17. — Les ratifications du présent traité par l'Assemblée nationale et par le chef du Pouvoir exécutif de la République française d'un côté,

Et de l'autre par S. M. l'Empereur d'Allemagne.

Seront échangées à Francfort, dans le délai de 10 jours ou plutôt, si faire se peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Francfort, le 18 mai 1871.

Suivent plusieurs articles additionnels sur les conditions faites à la Compagnie du chemin de fer de l'Est, et stipulant en particulier que le gouvernement allemand paiera au gouvernement français, pour la cession des droits de propriété du réseau du chemin de fer situé dans les provinces cédées, la somme de 325 millions de francs. Cette somme devra être déduite de l'indemnité de guerre stipulée dans l'art. 7.

L'article 3 des articles additionnels est relatif au territoire de Belfort : il est ainsi conçu :

« La concession de territoire auprès de Belfort, offerte par le gouvernement allemand dans l'art. 1^{er} du présent traité en échange de la rectification de frontière demandée à l'Ouest de Thionville, sera augmentée des territoires des villages suivants : Rougemont, Leval, Petite-Fontaine, Auguel, Félon, la Chapelle sous-Rougemont, Auguel, Vauthier-Mont, la Rivière, la Grange, Rogée, Fontaine, Frais, Foussemaigne, Cunelères, Montreux-Château, Bretagne, Chavannes-les-Grands, Chavanette et Saurce. »

La route de Giromagny à Remiremont, passant au ballon d'Alsace, restera à la France dans tout son parcours et servira de limite en tant qu'elle est située en dehors du canton de Giromagny. »

LETTRE DU GENERAL CHANGARNIER

M. le ministre de la guerre vient de recevoir la lettre suivante :

« A M. le ministre de la guerre,
Mon cher et bon Le Fil, l'idée de me donner le grand-croix de la Légion d'honneur n'est pas de vous, mais je vous remercie au préalable courtis du décret qui me concerne. »

« Veuillez informer M. le président du conseil que je n'accepte pas le grand-croix de la Légion d'honneur. »

« Je vous serre très-affectueusement la main. »

CHANGARNIER.

Chronique locale & départementale

Ainsi que nous l'avons dit, plusieurs membres de la Chambre consultative de Roubaix, viennent de partir pour Versailles, où ils sont appelés par M. le Ministre du Commerce. Il s'agit, on le sait, de l'examen des tarifs douaniers et de certaines modifications que les circons-